

# OFFICE NOTARIAL



11 Allée des Moubins – Mansarde Catalogne – 97231 LE ROBERT (Martinique)

Téléphone: 05 96 58 20 23 / Télécopie: 05 96 58 48 08

Mail : [etude97211.trinite@notaires.fr](mailto:etude97211.trinite@notaires.fr)

Site Web : <https://www.etude-tripet-marry.notaires.fr/>

**Parking gratuit sur place**

Réception sur rendez-vous

Du lundi au vendredi de 8H à 13H et de 14H à 17H sauf mercredi de 8H à 13H

**Me Sébastien TRIPET**

**Notaire**

[sebastien.tripet@notaires.fr](mailto:sebastien.tripet@notaires.fr)

**Me Julien MARRY**

**Notaire**

[julien.marry@notaires.fr](mailto:julien.marry@notaires.fr)

**Me Annabelle DIDELOT**

**Notaire**

[didelot.annabelle@notaires.fr](mailto:didelot.annabelle@notaires.fr)

**Service succession - famille**

Mme Hélène WACHTER

Monsieur le Préfet

PREFECTURE DE LA MARTINIQUE

Rue Louis Blanc (Angle de la rue Félix Eboué)

BP 647/648

97262 FORT DE FRANCE



PRESCRIPTION José LATOUCHENT  
1011179 /ST /PE

Le Robert, le 17 juin 2022

Monsieur le Préfet,

En application du Décret n° 2017-1802 du 28 décembre 2017 relatif à l'acte de notoriété prescriptive portant sur un immeuble situé en Corse, en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion, à Mayotte ou à Saint-Martin, je vous prie de trouver sous ce pli un extrait de l'acte de notoriété prescriptive reçu par moi le 30 Décembre 2021, concernant Monsieur José LATOUCHENT

Vous voudrez bien procéder à la publication de cet extrait sur le site internet de la Préfecture pendant une durée de cinq années.

Je vous en souhaite bonne réception et vous prie de croire, Monsieur le Préfet, en l'assurance de mes sentiments dévoués.

Maître Sébastien TRIPET

Successors et détenteurs des minutes de : Me BELHUMEUR / Me HAYOT / Me COGNET / Me PETIT  
Membre d'une association agréée accepte le règlement des honoraires par chèques libellés à son nom.

Le paiement des actes donnant lieu à publicité foncière devra obligatoirement être effectué par virement au-delà de 3 000 €.

Identifiant Norme Internationale Bancaire (IBAN)						
FR93	4003	1000	0100	0020	2772	D25
Identifiant International de la banque (BIC)				CDCGRFPXXX		

## NOTORIETE PRESCRIPTIVE

Aux termes d'un acte reçu par Maître Sébastien TRIPET, notaire soussigné, associé de la société de la société dénommée « Sébastien TRIPET et Julien MARRY, notaires, associés d'une société civile professionnelle titulaire d'un office notarial » dont le siège est au ROBERT (Martinique), 11 allée des Moubins, Mansarde Catalogne, le 30 décembre 2021,

Il a été dressé un acte de NOTORIETE PRESCRIPTIVE à la requête de :

Monsieur José Crépin LATOUCHENT, ouvrier agricole en retraite, époux de Madame Jérémie Vincent ARNAUD, demeurant à L' AJOUPA BOUILLON (97216) 11 quartier Abandonné.

Né à L' AJOUPA BOUILLON (97216) le 25 octobre 1946.

Marié à la mairie de L' AJOUPA-BOUILLON (97216) le 08 juin 2017 sous le régime de la séparation de bien pure et simple défini par les articles 1536 et suivants du code civil aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Julien MARRY, notaire à LA TRINITE, le 19 mai 2017.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

Portant sur la parcelle ci-après désignée :

### DESIGNATION

A L'AJOUPA-BOUILLON (MARTINIQUE) 97216, Abandonne Ouest,

Une parcelle de terre

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
E	229	ABANDONNE OUEST	00 ha 23 a 50 ca

Conformément à l'article 35-2 de la loi du 27 mai 2009, il a été stipulé ce qui suit :

La prescription acquisitive n'est acquise avec certitude qu'après sa consécration en justice ou postérieurement au délai légal de cinq ans après accomplissement des formalités de publicité et qu'ainsi, en cas de consécration en justice, le bien acquis par prescription peut faire l'objet d'une transmission dès lors que le juge, habilité dans le cadre d'une action en revendication, a constaté l'établissement de l'usucapion et que le possesseur est le véritable propriétaire du bien en cause, le jugement emportant cette constatation et non frappé de recours constituant le titre de propriété ou dès lors que le délai de cinq ans susvisé est échu et qu' aucun recours n'a été formulé.